

teurs, et la promesse faite par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux de dépenser des sommes considérables en travaux publics aura, sans doute, l'effet de produire une activité satisfaisante pendant quelque temps.

Je ne me propose pas de dissimuler le fait qu'en Canada, aujourd'hui, nous avons des problèmes difficiles à résoudre. Vous ne pouvez visiter aucune de nos cités, qui n'ait des conflits ouvriers. Ces conflits ont plusieurs causes. La principale est peut-être le fait de la présence d'un grand nombre d'ouvriers étrangers qui font de l'agitation. Le Canada a ouvert toutes ses portes à l'immigration. Des milliers de travailleurs étrangers sont venus chercher de l'ouvrage parmi nous, et nous devons en tenir compte. Nous avons commis dans le passé une grave erreur en matière d'immigration. Que cette erreur nous serve de leçon à l'avenir. Notre politique d'immigration, à l'avenir, doit être basée sur la qualité et non sur la quantité.

Tous les pays s'occupent, aujourd'hui, d'un autre problème. C'est de créer une plus étroite solidarité entre les classes ouvrières du monde entier. L'expérience établit que le développement des industries a pour effet d'augmenter énormément le nombre des unions ouvrières, et je crois qu'un plan bien élaboré pour établir une plus parfaite entente entre le capital et le travail est des plus désirables. Malheureusement, nous avons devant nous le fantôme d'une dépression industrielle et commerciale, et nous avons à faire face à nos conflits ouvriers; mais je suis heureux de dire que, jusqu'à présent, le ministre du Travail a pu régler plusieurs cas de ces conflits, et rétablir l'harmonie. J'espère qu'avec les dépenses de sommes considérables en travaux publics et le maintien de notre activité industrielle, le Canada n'aura pas à faire face à des troubles sérieux comme ceux qui menacent, aujourd'hui, d'autres pays.

Mais bien que la situation générale du pays paraisse très encourageante, du moins à la surface, il faut reconnaître que les conditions dans lesquelles se trouve notre pays sont critiquées sous certains rapports. Nous sommes menacés d'une dislocation qui peut être très difficilement détournée. Le commerce du pays se trouve dans un état qui indique ce changement. En 1914, nous avons exporté pour \$455,437,224 de produits, et le montant de nos importations s'est élevé à \$648,457,144—le montant de nos exportations se trouvant ainsi moindre que celui de nos importations. Contrastez ces chiffres avec ceux de l'année dernière, alors

L'hon. M. BENNETT.

que nos exportations se sont accrues jusqu'à la somme énorme de \$1,586,169,792 contre nos importations s'élevant à \$962,543,746. Nous ne pouvons espérer que nos exportations excéderont nos importations d'ici à longtemps. Il y a évidemment une dislocation, et aucune baguette de magicien, ni une politique de protection, ou toute autre panacée aurait pour effet de balancer les choses, et le meilleur moyen de faire face à cet état de choses est la pratique de l'économie et l'augmentation de la production en développant le commerce.

Les gens diront, sans doute, que le gouvernement doit prendre la première initiative. Nous entendons beaucoup dire que le gouvernement manque d'activité sous ce rapport. Durant la guerre, l'activité de nos industriels n'a pas fait défaut, et les initiatives prises par eux sont nombreuses. Les journaux nous ont annoncé de temps à autre que des industriels du Canada avaient envahi le marché britannique et obtenu des commandes de rails, de munitions de guerre et de plusieurs autres choses. Ils ont agi eux-mêmes comme leurs propres voyageurs de commerce. Pourquoi les industriels canadiens n'agiraient-ils pas, aujourd'hui, de la même manière; pourquoi ne vont-ils pas, eux-mêmes, au dehors pour se créer des marchés? Résidant dans l'Ontario, je suis heureux de pouvoir dire que plusieurs manufacturiers de cette province agissent comme je viens de le suggérer. Ceux engagés dans le commerce de bois, des vêtements et d'autres produits envoient des agents au dehors et ils opèrent pratiquement eux-mêmes comme des commis-voyageurs. La compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique a fait, pendant plusieurs années, une propagande, pour induire une classe désirable de fermiers à s'établir sur ses terres de l'Ouest. Fournir à l'étranger des renseignements sur les ressources du Canada est de nature à faire connaître ce que ce dernier peut produire pour les marchés du monde, particulièrement pour les marchés de l'Europe, et à profiter à notre pays.

Situés comme nous le sommes à côté des Etats-Unis, nous avons raison de nous féliciter de ce que nous n'avons pas commis les erreurs dans lesquelles ils sont tombés eux-mêmes. Nos prévisions ne s'appuient pas sur la promesse d'une hausse dans le prix d'une future moisson, et nous n'avons pas, comme les Etats-Unis, à nous trouver en présence d'une perte pour les Etats-Unis de \$1,250,000,000.

Nous n'avons pas entrepris de construire une marine comme le font les Etats-Unis. Cette entreprise a déjà obligé ceux-ci de